



ASIE/INDONESIE - Des militants des droits humains veulent « présenter à l'ONU les restrictions dont fait l'objet le culte chrétien »

Medan (Agence Fides) – Les restrictions au culte, les abus en ce qui concerne la liberté religieuse, les intimidations croissantes faites à l'encontre des croyants par des groupes radicaux islamiques en Indonésie méritent d'être présentés au Conseil de l'ONU pour les Droits de l'homme. C'est ce qu'affirment des militants des droits humains de l'île de Sumatra, dans le nord de l'archipel. Récemment, des groupes radicaux islamiques ont contraints à la fermeture de 17 églises et salles de prière à Aceh, dans le nord de Sumatra, province dans laquelle est en vigueur la loi islamique (voir Fides 21/05/2012). Des épisodes semblables s'enregistrent également, ainsi que l'indiquent des sources locales de Fides, dans le sud de Sumatra. Au sein de l'Archidiocèse de Palembang, la communauté catholique du village de Muara Enim s'est vue nier par les autorités civiles l'autorisation de construire une église à cause de l'absence de consentement des responsables musulmans locaux.

A l'occasion de la Journée du Réveil national célébrée le 20 mai, qui est en Indonésie une festivité nationale au cours de laquelle sont rappelés les Cinq Principes (Pancasila) se trouvant à la base de la coexistence civile, les militants lancent l'alarme à propos du nombre croissant d'intimidations et de restrictions imposées au culte des minorités religieuses, en particulier des chrétiens.

« Outre à violer les droits humains, les interdictions imposées de manière arbitraire par les extrémistes devraient faire l'objet de poursuites pénales. Il est nécessaire de présenter une plainte devant le Conseil de l'ONU pour les Droits de l'homme » a déclaré John Agus, militant des droits humains de Medan, au sud d'Aceh. « Nous sommes préoccupés parce que le gouvernement et la police ferment les yeux, acceptant la violence des groupes radicaux. Cela jette une ombre sur l'autorité du Président indonésien Susilo Bambang Yudhoyono ». La police disposerait en effet de tous les moyens pour bloquer les menaces et les attaques contre les églises, explique Agus, mais il existe souvent des liens entre les agents et de tels groupes qui, par conséquent, agissent librement.

« Les actions entreprises par certains groupes constituent de véritables menaces pour la sécurité des citoyens qui pratiquent leur religion. Les fonctionnaires gouvernementaux et de police qui n'interviennent pas sont eux aussi complices des violations des droits humains » dénonce le responsable. « Ce problème – conclut-il – pourrait, s'il n'est pas affronté à temps, menacer la démocratie dans le pays. Tous devraient s'opposer à la violence des groupes radicaux » afin de préserver la Pancasila, le pluralisme et la tolérance en Indonésie. (PA) (Agence Fides 23/05/2012)